

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 07/04/2026

ZI de Périgny
2, Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFE PARC EOLIEN DE BERNAY ST MARTIN

Siège social : 21 avenue de Pythagore
33700 Mérignac

Références : 0007209428 / 2026/244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 sur le parc éolien exploité par la société SFE PARC EOLIEN DE BERNAY ST MARTIN implanté Fief de Breuilles 17330 Bernay-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une déclaration d'accident transmise par l'exploitant le 27 novembre, relative à un défaut de balisage lumineux de son parc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFE PARC EOLIEN DE BERNAY ST MARTIN
- Fief de Breuilles 17330 Bernay-Saint-Martin
- Code AIOT : 0007209428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc est composé de 8 éoliennes d'une puissance unitaire de 1.5MW, hautes de 118 m en bout de pale. Il a été mis en service en juillet 2007. En octobre 2012, il a bénéficié de droits acquis par antériorité. En 2024, l'exploitant a déposé un porté à connaissance de régularisation relatif aux travaux de remplacement de la génératrice de l'éolienne E1. Ce porté à connaissance a fait l'objet d'une lettre de prise d'acte du 12 juillet 2024. La dernière inspection s'est déroulée en avril 2024, dans le cadre du plan de contrôle 2024 de la DREAL.

Les dispositifs de balisage lumineux de sécurité aéronautique des parcs éoliens sont placés sous le contrôle de la DGAC, à travers notamment l'application de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne. Le directeur général de l'aviation civile et le directeur de la circulation aérienne militaire sont chargés de son exécution.

Pris dans le champ de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'arrêté ministériel du 26 Août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement rappelle, à l'article 11 : « *Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R.244-1 du code de l'aviation civile.* ». La présente inspection ICPE est menée dans ce cadre restreint.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des incidents	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet
2	Actions correctives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 16 Février 2026, le balisage lumineux de sécurité aéronautique du parc éolien est à nouveau opérationnel, dans un état identique à celui antérieur à son dysfonctionnement constaté en Novembre 2025. L'exploitant a régulièrement informé l'Inspection de l'avancement des travaux de réparation, plusieurs fois reportés en raison des difficultés d'approvisionnement et des conditions météorologiques ne permettant pas l'accès sécurisé au toit de la nacelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
Thème(s) : Autre, Balisage lumineux de sécurité aéronautique
Prescription contrôlée : Vérification des conditions de gestion de l'incident consistant dans une défaillance du balisage lumineux nocturne de sécurité aéronautique
Constats : Le 24 novembre 2025, l'exploitant informe l'Inspection d'un défaut du balisage sur son parc de 8 machines constaté par un riverain, qui nécessite le remplacement de tous les feux d'obstacles. Plus précisément, le balisage diurne des éoliennes E1 et E3 est toujours fonctionnel, mais pas la nuit, tandis qu'aucun feu d'obstacle diurne et nocturne sur les autres éoliennes E4, E5, E6 et E8 n'est opérationnel.

<p>L'exploitant ajoute que la mairie de Bernay Saint-Martin et les services compétents de la DGAC et de la DIRCAM ont été informés le même jour (conformément à l'article 6.4 de l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne), et souligne des difficultés à prévoir pour leur remplacement, compte-tenu de l'âge des machines. Il vise néanmoins en retour à un fonctionnement normal dans un délai de 3 semaines, soit à la mi-décembre, qui correspond au délai de l'article 6.4 de l'arrêté susmentionné (« <i>La réparation du défaut de balisage est effective dans les meilleurs délais, et au plus tard 21 jours calendaires après la défaillance.</i> »).</p> <p>L'inspection estime, au regard de ces éléments, que ce défaut de balisage doit aussi être traité comme incident au titre du R.512-69 du code de l'environnement, et demande le lendemain la fourniture d'une fiche « incident ».</p> <p>Cette dernière est transmise le 27 novembre. Elle précise que cet incident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'a eu aucune conséquence sur le fonctionnement des installations ni sur le relâchement de matières dangereuses ou polluantes ; - a pour origine une simple panne liée à l'usure courante des équipements (parc en service depuis 2008) <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Autre, Conformité du balisage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p> <p><i>Nota : au titre des Installations Classées, le respect de cette prescription se limitera à la vérification du fonctionnement du balisage lumineux (le contrôle des spécifications des dispositifs lumineux mentionnées à l'arrêté du 23 avril 2018 [NOR : TRAA1809923A] relève du ministère chargé de l'aviation civile).</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le 07 janvier 2026, l'exploitant prévient l'Inspection que les travaux de remplacement des flash-lights ont pris du retard, principalement en raison des délais de livraison des matériels pendant la période des fêtes, de la réduction des équipes liée aux congés, ainsi qu'aux conditions hivernales qui compliquent les interventions sur nacelle. Ils doivent se terminer semaine 3.</p> <p>Le 06 février, l'exploitant annonce la fin des interventions, le rétablissement du balisage lumineux dans un fonctionnement normal, et la transmission de cette information à la DGAC. La durée totale écoulée depuis la 1^{ère} correspondance est de 47 jours. Le 09 février, l'Inspection fait part de son intention de vérifier sur site le bon fonctionnement du balisage. Cette vérification a eu lieu le 16 février, de nuit, entre 7h45 et 8h00, depuis le sol, par temps nuageux n'empêchant pas la visibilité des éoliennes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection il a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éoliennes E2 et E7 n'ont aucun balisage

- les éoliennes E6 et E8 ont un balisage de type B (flash couleur rouge) synchronisé
- les éoliennes E1, E3 et E4 ont un balisage de type B (flash couleur rouge) synchronisé
- modification du balisage original (suite à composants qui ne sont plus disponibles) ?

Par mail du 02 mars 2026, l'exploitant confirme que les éoliennes E2 et E7 ne sont pas équipées de balisage, et que l'installation fonctionne à nouveau selon les modalités identiques à l'état antérieur du dysfonctionnement.

Sous le contrôle de la DGAC, on note que l'instruction du 16 novembre 2000 relative à la réalisation du balisage des éoliennes, qui présentait le cadre réglementaire au moment de la mise en service du parc, fixait déjà les critères à prendre en compte pour le balisage d'un champ d'éoliennes.

Au final, le balisage lumineux du parc éolien a retrouvé un fonctionnement conformément à l'installation d'origine, dans des délais supérieurs à ceux prescrits dans l'article 6.4 de l'arrêté balisage du 23 avril 2018, dont la mise en œuvre et le contrôle de sa bonne application relèvent néanmoins des services de l'aviation civile (aucun contrôle de l'aviation civile n'a été porté à la connaissance de l'Inspection à ce jour).

Type de suites proposées : Sans suite